



**ASSEMBLÉE
DES FRANÇAIS
DE L'ÉTRANGER**

**Commission des affaires sociales,
du monde combattant,
de l'emploi et de la formation**

ORGANISATION DES ASSISES DE LA PROTECTION SOCIALE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER



**RÉSULTATS CONSULTATION
CITOYENNE - AVRIL 2024**

Rappel du contexte

En vue de l'organisation des assises de la protection sociale des Français de l'étranger, nous sommes heureux de solliciter votre avis sur les thèmes proposés et idées qui sont contenus dans une note qui a été transmise au Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Réponses souhaitées avant le 15 mars 2023. Le dépouillement de cette consultation s'est déroulé le 07 avril 2024 (après la session AFE).

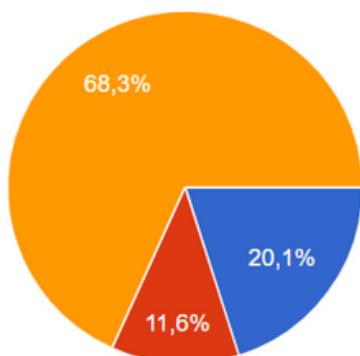
Pays de résidence des répondants:

Algérie, Allemagne, Andorre, Angleterre, Argentine, Australie, Bahreïn, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Corée du Sud, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Equateur, Egypte, Espagne, Etats-Unis, France, Côte d'Ivoire, Gabon, Grece, Hong Kong, Hongrie, Inde, Indonésie, Israel, Italie, Japon, Luxembourg, Madagascar, Maroc, Mexique, Monaco, Nicaragua, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Puerto Rico, République Tchèque, Royaume Uni, Ecosse, Sénégal, Slovaquie, Suède, Thaïlande, Togo, Tunisie, Vietnam

189 répondants

Quel est votre statut?

189 réponses



- Élu.e des Français de l'étranger
- Acteur.ice associatif engagé.e à l'étranger
- Citoyen.ne français.e résident à l'étranger

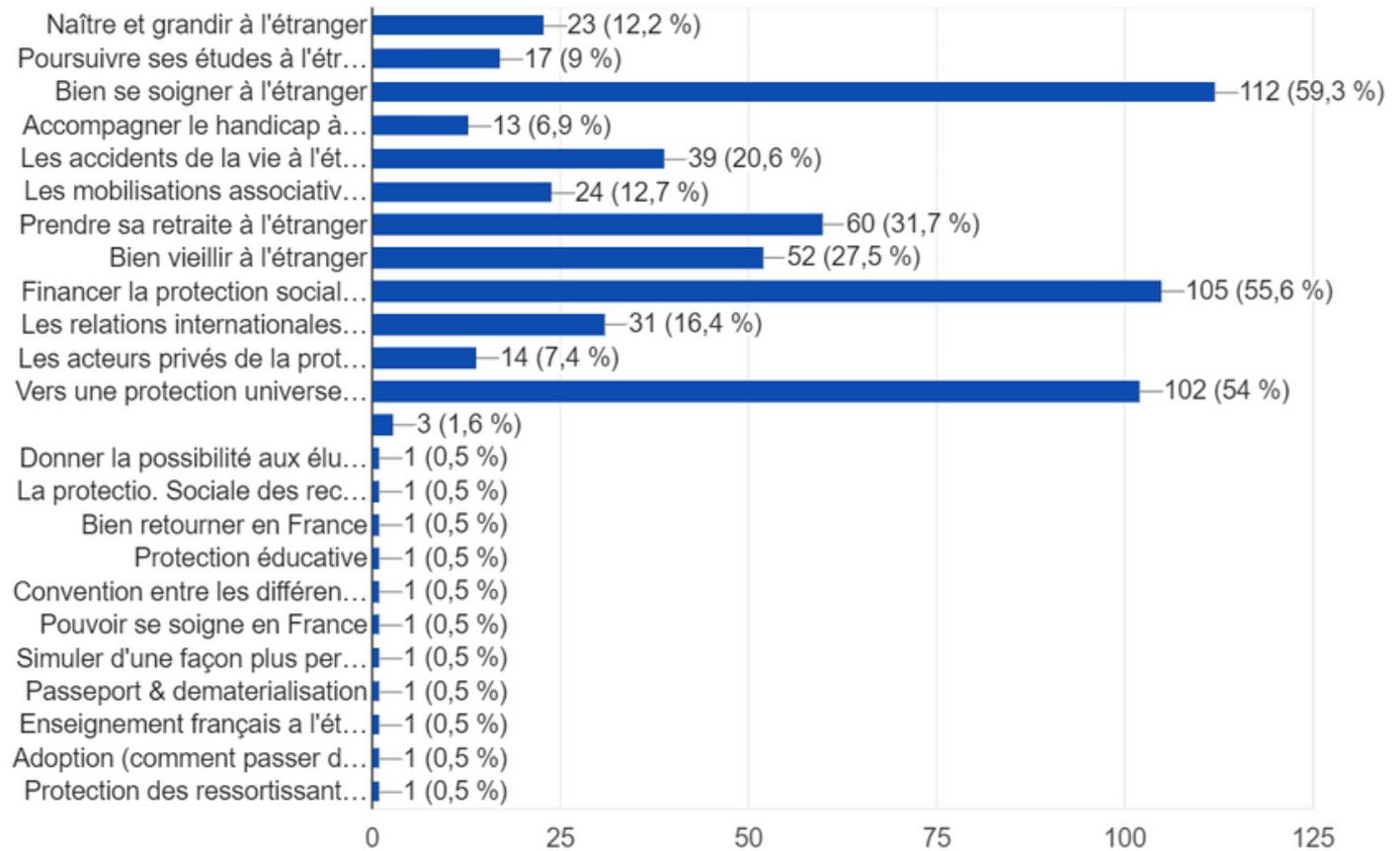
Les thèmes mis en avant dans cette consultation



Les 3 thèmes retenus par les répondants

Sur les 12 thèmes proposés, cochez 3 qui vous paraissent les plus importants :

189 réponses



1. Bien se soigner à l'étranger - 112 réponses - 59,3%
2. Financer la protection sociale des Français de l'étranger - 105 réponses - 55,6%
3. Vers une protection universelle des Français de l'étranger ? - 102 réponses - 54%

Rappel des 12 thèmes pré-identifiés

- Naître et grandir à l'étranger
- Poursuivre ses études à l'étranger
- Bien se soigner à l'étranger
- Accompagner le handicap à l'étranger
- Les accidents de la vie à l'étranger
- Les mobilisations associatives à l'étranger
- Prendre sa retraite à l'étranger
- Bien vieillir à l'étranger
- Financer la protection sociale des Français de l'étranger
- Les relations internationales dans le domaine de la protection sociale
- Les acteurs privés de la protection sociale à l'étranger
- Vers une protection universelle des Français de l'étranger ?

Les autres thèmes proposés par les répondants

- L'intégration totale de la CFE dans le système Français de sécurité sociale
- La protection sociale des parents isolés
- Oui celle des la protection sociale de nos ADL (français recrutés locaux)
- La protection des femmes françaises à l'étranger.
- Retour en France
- Protection éducative pour la jeunesse
- La prise en charge des soins en France lors de courts séjours. L'effet rétroactif de la loi de décembre 2018 (nécessité de 15 ans de cotisation à une retraite française de base), aboutissant à exclure brutalement des retraités qui payaient leur COTAM depuis longtemps, sans possibilité pour eux de remédier à leur situation
- La contribution de l'Etat français au cofinancement de la protection sociale des FdE
- Droits administratifs et accompagnement des services consulaires. (* ce commentaire a été réduit mais reste disponible en archive)
- Retour en France, délai de carence
- Formation Professionnelle du personnel de santé
- Familles monoparentales
- Protections sociales des Couples mixtes
- Le financement des OLES à l'étranger et le soutien public à leurs actions
- Alternative de soins en France, lorsqu'on a pas la sécurité sociale
- Mutuelle Complémentaire abordable à la CFE
- Signature d'une convention avec le Mexique
- La prise en charge des soins à l'étranger et principalement aux USA compte tenu de leur coût excessif
- Adaptation des décisions prises en France aux spécificités des FdE
- La protection des contrats locaux dans les écoles AEFÉ quand le droit local est discriminatoire
- La question de la résidence en France qui doit rester la résidence principale des français travaillant à l'étranger
- "Pouvoir bénéficier de la sécurité sociale en France et dans mon pays de résidence à la fois puisque ayant travaillé en République tchèque et bénéficiant d'une petite retraite tchèque , je suis automatiquement assurée dans ce pays mais je paie aussi mes cotisations de SS en France automatiquement déduire de ma retraite d'ancien fonctionnaire de l'Education Nationale , sans pourtant pouvoir y avoir droit à l'assurance maladie et hospitalisation.
- Agir aussi pour que la carte européenne d'Assurance maladie soit réellement reconnue en France: victime d'un accident lors de mes vacances, elle n'a pas été prise en compte aux urgences de l'hôpital où j'avais été transportée et j'ai dû régler tous les soins
- Rôle des mutuelles complémentaires (MAEE, MGEN)
- Désengagement progressif et régulier AEFÉ pour enseignement et bourse scolaire.
- Prix des cotisations de la CFE des pays au taux de change défavorable pour ceux qui touchent des revenus en monnaie locale dévaluée et où la médecine est chère)(plus chère qu'en France !) , cas du Brésil : la cotisation de la CFE en euros est trop chère et les prestations mal remboursées.
- Acces a la CFE et retraite etranger/france
- Pourquoi en tant que Français mais résident au Pérou et possesseur d'une carte vitale et d'un compte amélie ma famille et moi sommes discriminés ?

Les autres thèmes proposés par les répondants

- Améliorer les démarches administratives. Imposer aux banques françaises un accès au crédit quand les conditions sont identiques à un résident en France
- Cotiser pour il y a retraite depuis l'étranger
- PRISE DE CONTRÔLE de la CFE.
- La possibilité de bénéficier des aides pour élever un enfant (allocation familiale) quand on réside à l'étranger.
- Accès au soin en France pour les résidents à l'étranger
- Situation de Français qui n'ont jamais vécu en France
- L'ASPA. POUR LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER
- Sécurité sociale et retraite des citoyens français travaillant dans les écoles françaises, les consulats, l'ambassade, l'alliance française, etc.
- Aider la création d'associations visant à aider les personnes âgées
- Comment bénéficier d'une aide à la retraite alors qu'on a pas cotisé dans un dispositif français ?
- Aide à personnes âgées diagnostiquées Alzheimer
- Comment peut-on encore demander à un retraité des cotisations complémentaires pour continuer à bénéficier des prestations de base du régime sécurité sociale
- De nombreux français de l'étranger (comme moi-même) ayant bénéficié d'une carte vitale au moment de leur prise de retraite se sont vu supprimer leur carte vitale au moment où la loi a changé.
- Retrouver nos droits sociaux même à l'étranger!
- Les frais liés aux cotisations de la CFE sont trop chers, et le remboursement de plusieurs prestations de santé.
- La bourse scolaire
- Contrôler les organismes de Tiers Payant de la CFE (*commentaire réduit mais disponible en archive)
- Retour en France: aide depuis l'Australie.(*commentaire réduit mais disponible en archive)
- Nous avons et continuons à cotiser à la SS nous DEVONS être couverts par la SS
- Les complications du retour soudain en France pour raisons familiales - comment vite être protégé en France quand on a passé sa vie adulte à l'étranger?
- Au sujet des retraites, étendre l'accès à la cotisation aux caisses de retraites notamment la Caisse des Français de l'Étranger qui n'est pas accessible aux travailleurs indépendants.
- Aides financières aux enfants des français de l'étranger pour la scolarité
- L'absence complète de conseil pour la mise en route effective de la retraite / éviter les prélèvements à la source sur les petites retraites / le fonctionnement de la CFE (!!!)
- Adoption (comment passer de la Kafala à l'adoption plénière)
- Protection et rapatriement des français.e.s victimes de violences conjugales et enfants victimes de violences parentales que la justice locale ne protège pas.
- Coût exorbitant de la CFE pour une personne qui a une petite retraite.
- L'accès aux services
- Assistance et refuge aux femmes et enfants qui subissent violence. Allocation sociale pour les mettre à l'abri et se rendre autonomes pour échapper à leur bourreau. Droit au recours à l'IVG
- Les accords bilatéraux de sécurité sociale.
- Dans le cadre de débats sur les acteurs de la prise en charge des frais de santé pour les Français de l'étranger il serait souhaitable d'inclure une réflexion sur le bilan de l'application de la loi du 24/12/18 concernant la CFE.

Les autres thèmes proposés par les répondants

- Se former et travailler à l'étranger
- Réforme / Financement de la CFE sur les aspects qui nous sont imposés par la tutelle/État sans contribution de leur part (contrats ex, contrats aidés, et la structure des contrats retraites expat auxquels la CNAM ne contribue pas)
- La numérisation des démarches
- Accord avec des assurances privées locales
- Que les accords de SS en UE soient appliqués
- Actions positives pour les Françaises. et les enfants sans possibilité de scolarité dans établissement français hors de France

Des thèmes manqueraient-ils pour ces assises?

- Non mais aucune proposition n est formulée. Il serait bien de le faire avant les assises. Cela rendrait les débats plus constructifs.
- La protection des personnes vulnérables (outre les violences faites aux femmes et aux enfants) des personnes âgées et isolées victimes d'abus de faiblesse.
- Assistance, refuge et allocations sociales pour femmes et enfants français qui subissent violences.
- Droit du recours à l'IVG pour les Françaises établies hors de France. Subventions pour éventuels rapatriements.
- Actions positives pour re-insertion sociale
- Offre de soins en santé mentale pour les Français de l'étranger.(*proposition réduite car texte trop long)
- Droits sociaux des Français de l'étranger
- La protection sociale des parents isolés
- Oui la mise à la retraite d'office à... tel ou tel age des agents recrutés locaux qui cotisent au régime général français (*proposition réduite car texte trop long)
- Droits sociaux des Français de l'étranger
- Handicap: + toutes autres discriminations (IVG à l'étranger quand interdit, etc.)
- Le retour
- Protection éducative
- La prise en charge des soins en France lors de courts séjours
- Formation des personnels des ambassades et consulats pour informer orienter les résidents dans le domaine social
- Comment les Français de l'étranger peuvent-ils cotiser à la retraite en France?
- Aspects fiscaux et pratiques discriminatoires des banques françaises
- Aide à l'éducation. Demander davantage de moyens pour garantir le droit à l'éducation en français pour les enfants des familles françaises : notamment, accès à des bourses scolaire décentes, soutiens pédagogique et financier dans le cadre des cursus via le CNED.
- La différence entre les accords existants de SS et leur application réelle
- Une protection sociale féministe, prendre en compte les mères isolées et parents protecteurs
- La possibilité de faire des études au lycée françaises du monde, pour les enfants français, gratuitement.

Des thèmes manqueraient-ils pour ces assises?

- Droits et Les protections des familles LGBT vivant à l'étranger
- Obligation d'inscription des français sur la liste Consulaire des français de l'étranger pour obtenir tous les services résidents plus de 1 an sur le territoire d'accueil
- La condition sociale des Françaises hors de France
- Chômage et formation professionnelle
- Le role des OLES, y-compris dans la gestion des certificats de vie.
- La révision des traités internationaux de Retraite lorsque ceux-ci ont montré depuis des années qu'ils ne fonctionnent pas, comme entre la France et le Brésil
- l'Assistance en français aux femmes en situation de violence
- Aide médicale exceptionnelle aux français de l'étranger en France dans des situations critiques.
- Retour en France des étudiants bacheliers Français de l'étranger (dispositifs d'accueil inexistantes en comparaison à l'accueil des étudiants ultramarins)
- Eclaircir également la situation des couples mixtes de nationalités français-etranger
- Rétablissement dans leurs droits a la sécurité sociale lors des séjours en France pour les français résidents à l'étranger ayant bénéficié de cette mesure lorsqu'ils avaient travaillé 10 ans en France et qui se sont vu retirer leur carte vitale après le changement de la loi (ou du secret)
- La retraite pour les francais de l'etranger.
- Coût trop eleve de la securite sociale a l'etranger
- Impact du covid 2021 2022 ou j ai tout perdu maison voiture moto sans etre indemnisé par l etat francais et suis ruine financièrement
- Adoption (comment passer de la Kafala à l'adoption plénière)
- La protection et le rapatriement des femmes et des enfants victimes de violences conjugales et intra familiales à l'étranger que la justice locale ne protège pas.